



#219 Bulletin du 8 mars 2018

cget

I Attractivité

► Métros et attractivité internationale des villes.

P-H. Bono ; Q. David ; R. Desbordes ; L. Py.

Policy Brief, n°36, Sciences Po LIEPP. Décembre 2017. 4 p.

Cette note résume l'impact d'une étude visant à étudier les effets des réseaux de métro sur l'attractivité des villes pour les investisseurs internationaux, dans le cadre de la mise en place du Grand Paris Express. L'analyse empirique menée s'appuie sur une base de données inédite rassemblant des informations sur 140 000 choix de localisation de multinationales réalisés entre 2003 et 2014 dans près de 3500 villes du monde et contenant également des informations très riches sur les caractéristiques des villes (poids économique et autres infrastructures de transport en particulier). Les résultats suggèrent qu'un doublement de la taille du métro, telle que prévue dans le plan d'investissement parisien, devrait permettre d'attirer près de 15% de projets de localisation de multinationales supplémentaires.

► Classement 2018 des Villes pour Milléniaux.

Nestpick, 2018. [en ligne].

Pour la 2^{ème} année consécutive, l'agrégateur immobilier Nestpick publie son "Millennial Cities Ranking" qui classe 110 villes dans le monde selon 17 critères. Le classement se penche sur les villes les plus accueillantes et les plus agréables à vivre pour les "millennials", c'est-à-dire la génération née à la fin des années 1980, en plein cœur du numérique et de la mobilité. Dans la liste des critères pour classer 110 villes qui sont toutes capitales, métropoles, villes universitaires..., on trouve pêle-mêle le prix des loyers, le taux de chômage, la qualité de la connexion à Internet, la taille du réseau de transports en commun, mais aussi le nombre de festivals, l'offre de vie nocturne... Côté villes françaises, on compte huit villes dans le classement. Paris remporte la quinzième place, mais les autres métropoles françaises sont loin derrière les autres capitales mondiales (Nantes est à la 36^{ème} place, Lyon à la 44^{ème}, Toulouse à la 52^{ème} et Lille à la 60^{ème}). A noter que Lyon et Paris étaient dans le Top 10 du classement de l'an dernier.

I Centres-villes

► Revitalisation des centres-villes et urbanisme commercial. Table ronde.

Assemblée nationale – Commission des affaires économiques.

21 février 2018. (vidéo).

Intervenants : Valérie Mancret-Taylor, directrice générale de l'Agence nationale de l'habitat (Anah),

Pierre Narring, du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), et Gontran Thüring, délégué général du Conseil national des centres commerciaux (CNCC). Sujet principal des échanges : l'investissement privé local pour financer une micro-foncière à l'échelle de chaque centre-ville.

I Culture

► L'impact des tournages sur le tourisme.

CNC - Direction des études, des statistiques et de la prospective.

Février 2018. 23 p.

Dans le cadre du *Paris Images Trade Show* qui se déroule actuellement à la Villette, le CNC a souhaité explorer dans une table ronde les liens désormais étroits qu'entretiennent les tournages (cinéma et séries), et le développement touristique d'une région ou d'une ville. Les enjeux qui lient cinéma et tourisme sont considérables. La richesse et la diversité des paysages, mais aussi les talents français, les savoir-faire et des entreprises très innovantes confèrent à la France un pouvoir d'attractivité extraordinaire pour les tournages nationaux et internationaux.

I Développement économique

► Quelles ambitions économiques pour nos territoires ? Analyse des schémas régionaux de développement économique d'innovation et d'internationalisation.

AdCF. Février 2018. 36 p.

Une nouvelle publication de l'AdCF, réalisée avec le soutien de la Caisse des Dépôts, est consacrée à l'analyse comparée des SRDE-II et de leur dimension territoriale. Elle est destinée aux communautés engagées dans leur conventionnement avec les régions pour mettre en œuvre le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII). Elle synthétise les principaux enseignements de ce premier exercice de planification économique régionale depuis la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

► L'évolution de l'industrie et de l'économie des territoires.

Fondation Concorde, février 2018. 34 p.

La Fondation Concorde réalise une étude sur les mutations économiques des territoires français. Le premier volet de cette étude propose de quantifier le phénomène de perte de substance industrielle en France, et d'en identifier les causes. Trois autres volets seront publiés au cours de l'année 2018 et porteront sur les réformes des responsabilités au sein des services de l'Etat et des collectivités territoriales ; les nouvelles activités des territoires ; l'évolution de la fiscalité locale et outils de péréquation.

► 2017, la reprise s'affermi. Les données de l'Observatoire de l'emploi et de l'investissement.

Trendeo.

Note de conjoncture, mars 2018. 15 p.

Selon la dernière étude de Trendeo, le mouvement de déclin industriel serait en train de s'inverser. "La reprise est là, nette et significative", mentionne la note. 2017 a connu un solde record des créations nettes d'emplois (créations moins suppressions), tous secteurs confondus, et l'industrie participe à ce mouvement. Les territoires du quart nord-est de la France bénéficient pleinement de ce redémarrage, notamment les Hauts-de-France qui arrivent en tête des régions les plus créatrices d'emplois.

I Education - Enseignement supérieur et Recherche

► Les enjeux territoriaux de l'enseignement supérieur et de la recherche. Synthèse des travaux du bloc local pour l'Enseignement supérieur et la

recherche [2014 à 2017].

Séminaires du réseau des collectivités locales pour l'enseignement supérieur et la recherche.

France urbaine ; AdCF ; Avuf ; Fnau. Février 2018. 24 p.

France urbaine, en collaboration avec d'autres associations du bloc local (AdCF, AVUF, FNAU) et avec CCI France et la CPU, a organisé de 2014 à 2017 une série de séminaires, financés par la Caisse des Dépôts, qui avaient vocation à rapprocher le monde universitaire de celui des collectivités locales. Cette démarche avait pour origine une étude conduite en 2012/2013 sur les enjeux territoriaux liés au développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur trois volets : vie étudiante (pilotage AVUF), stratégies urbaines (pilotage FNAU), innovation (pilotage ADCF-France urbaine). Ce travail initié en commun avait permis notamment de mieux positionner le rôle des collectivités urbaines dans le cadre de la loi Fioraso et de montrer l'ancrage des universités sur leur territoire, qu'il s'agisse de l'emploi, de leur rôle d'acteurs dans le développement de l'économie et de l'innovation, de leur responsabilité sociétale.

I Emploi - Insertion

► Contrats aidés : offrir une alternative crédible au secteur associatif.

Jacques-Bernard Magner ; Alain Dufaut (Rapporteurs).

Sénat. Février 2018. 81 p.

Tout en reconnaissant que le bilan du dispositif des contrats aidés est contrasté, le rapport s'inquiète du devenir des associations, en particulier les plus petites, et de leur capacité à financer leurs activités à la suite de la réduction drastique du nombre de contrats aidés. C'est la raison pour laquelle il propose d'assurer aux petites associations une période de transition permettant la réduction progressive et planifiée du nombre des contrats aidés. Concrètement, il suggère la création de 50 000 contrats aidés supplémentaires pour 2018 réservés aux petites associations de moins de cinq salariés, puis une réduction progressive de ce volume jusqu'en 2020. Le rapport recommande également un réexamen des relations entre l'État et les associations sur la base des deux principes suivants : la revue à la hausse de la tarification des prestations assumées par les associations et la modification de l'équilibre entre la commande publique et la subvention en stabilisant cette dernière sous forme d'appui dans la durée aux missions et non à des projets particuliers.

► Les entreprises d'insertion sociales marchandes : quels moyens humains pour quelles stratégies économiques et d'accompagnement ?

Ministère du Travail - Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares). Mars 2018. Coll. *Document d'études*. 48 p.

Les entreprises d'insertion (EI) et les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI), comme les autres structures du secteur de l'insertion par l'activité économique, ont à la fois une mission d'insertion de personnes en difficulté et une nécessité de viabilité économique. Comment, au travers de leurs moyens humains, concilient-elles stratégie économique et accompagnement ?

I Europe - International

► Tackling inequalities in Europe : the role of social investment.

Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB). Février 2018. Pagination multiple.

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe a publié sur son site web une nouvelle série thématique d'études économiques sur les inégalités en Europe. Ces documents examinent la manière dont les inégalités se manifestent dans plusieurs domaines et les moyens de les résoudre, en particulier par le biais d'investissements sociaux. Trois tomes sont à disposition en ligne : "*An introduction to inequality in Europe*" ; "*Educational inequality in Europe*" ; "*Housing inequality in Europe*".

► Perspectives régionales de l'OCDE 2016. Des régions productives pour des sociétés inclusives.

Joaquim Oliveira Martins (sous la dir.) ; Karen Maguire (Coord.).

OCDE. Février 2018. 344 p.

C'est dans les régions et les villes que les effets des politiques visant à promouvoir la croissance économique et l'inclusion sociale se font sentir. Ce rapport examine l'écart de productivité croissant entre les régions au sein des pays, et ce que ces tendances impliquent en ce qui est du bien-être des personnes vivant dans des endroits différents. Cette publication analyse la manière dont les politiques structurelles, les investissements publics et les réformes de gouvernance multi-niveaux peuvent contribuer à un accroissement de la productivité et à aborder les problèmes d'inclusion. En s'appuyant sur un sondage auprès des pays de l'OCDE, cette publication met l'accent sur les pratiques nationales en matière de politique de développement régional, urbain et rural qui orientent l'investissement public.

► Les investissements territoriaux intégrés : un défi pour la politique de cohésion de l'UE après 2020.

Petr Osvald (Rapporteur).

Comité des régions - Commission de la politique de cohésion territoriale et du budget de l'UE (Coter). Février 2018. 13 p.

Dans le cadre de cet avis adopté le 8 février dernier, le Comité considère notamment qu'en vue de l'élaboration du cadre juridique pour la période après 2020, il convient de dresser un bilan complet et de prendre pleinement en compte l'expérience acquise jusqu'à présent par les collectivités locales et régionales en matière de mise en œuvre, qu'il s'agisse des succès qu'elles ont connus ou des problèmes qu'elles ont rencontrés.

► Les principaux réseaux internationaux de collectivités territoriales.

Yannick Lechevallier.

CNFPT - Wikiterritorial. 25 janvier 2018. 78 p.

Recueil de recensement (avec présentation détaillée) des principaux réseaux internationaux de collectivités territoriales : réseaux français à visée internationale, réseaux européens généralistes, réseaux par secteurs d'activité, par situation géographique, réseaux francophones, ...

I Finances locales

► Collectivités locales françaises : les besoins d'emprunt devraient rester à des niveaux historiquement bas. Analyse.

Standard & Poor's. Février 2018. Coll. *S&P Global Ratings*. 20 p.

L'agence S&P Global Ratings estime que le recours aux emprunts à long terme des collectivités locales françaises (villes, groupements à fiscalité propre, métropole de Lyon, départements et régions) a atteint un niveau bas de près de 14 milliards d'euros en 2017 - soit le niveau le plus faible depuis 2004 -, sensiblement en-deçà des 18 milliards d'euros des prévisions de l'an passé. Ce moindre recours à l'emprunt s'explique par une anticipation d'un excédent de financement en 2017 pour les collectivités locales, grâce à des recettes de fonctionnement plus dynamiques - notamment des recettes fiscales bénéficiant d'un cycle économique et immobilier plus favorable -, et au maintien d'une forte maîtrise des dépenses de gestion, dans un contexte de faible reprise de l'investissement. Dès lors, l'agence estime qu'en 2017 le recours à l'emprunt des collectivités locales françaises devrait se situer à un niveau globalement équivalent au remboursement en capital de la dette, se traduisant par une stabilité de l'encours de dette.

I Géo - Carto

► La politique est-elle un jeu de cartes ?

France Culture. 26 février 2018. 39 mn

Suppression de lignes ferroviaires, modification des zones agricoles défavorisées ou de la carte judiciaire... Gouverner est-ce redessiner sans cesse le territoire ? Une politique efficace passe-t-elle par une bonne cartographie du pays ? Que disent ces cartes de la France et de ses citoyens ?

I Indicateurs

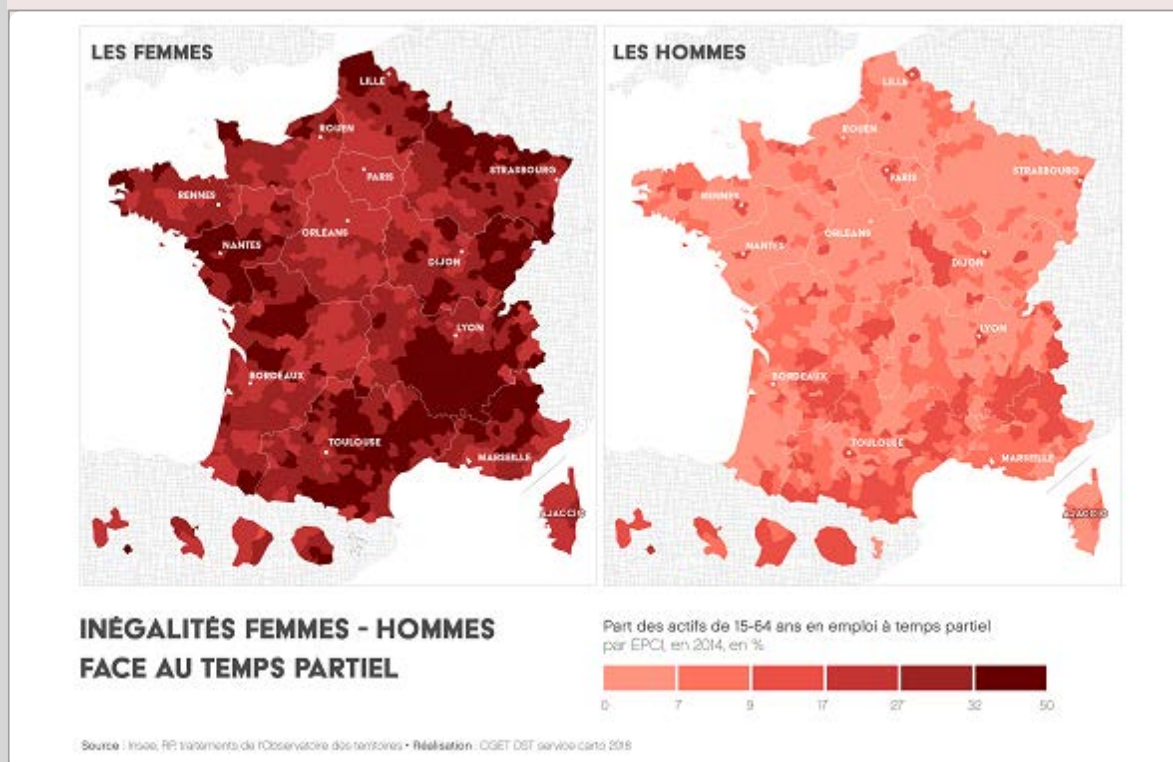
► Les indicateurs de richesses 2017.

Premier ministre - SIG. Février 2018. 60 p.

Le rapport sur les indicateurs de richesse vient de paraître. Comme chaque année, depuis 2015, il fait apparaître à travers 10 indicateurs de référence, les statistiques complètes et les données les plus récentes sur la situation économique, sociale et environnementale de la France.

Une carte, un focus

► Le temps partiel : les disparités à la loupe !



En France, 80% des personnes en emploi à temps partiel sont des femmes. C'est 27% des femmes qui sont concernées par ce type d'emploi moins rémunérateur contre seulement 7% des hommes. Dans certains territoires, plus d'une femme sur trois est à temps partiel : c'est par exemple le cas dans le nord-est du pays, dans la région nantaise et long d'un grand axe allant des Alpes aux Pyrénées. Globalement, c'est dans les périphéries des grandes agglomérations que l'on trouve les proportions les plus importantes de femmes travaillant à temps partiel. Étonnant : c'est une logique inverse qu'on observe chez les hommes qui, à temps partiel, résident plutôt dans les grands centres urbains.

► [Retrouvez ces cartes en version interactive](#) sur le site de l'Observatoire des territoires et [découvrez la soixantaine d'indicateurs sexués mis en ligne sur l'espace cartographique](#) de l'Observatoire des territoires à l'occasion de la journée du 8 mars.

I Logement - Habitat

► L'immobilier dans les métropoles. 20 ans d'évolution des prix.

Analyse détaillée. Notaires de France. Février 2018. Coll. Etudes statistiques immobilière. 8 p.

Cette analyse porte sur l'évolution des prix des appartements et des maisons sur le marché de l'ancien enregistrés ces 20 dernières années dans les 17 métropoles de province. Les métropoles suivent-elles une tendance globale ou au contraire dégage-t-on des comportements spécifiques en termes d'évolution des prix ? Les données sont issues de la base de données immobilières des notaires Perval, recensant les actes de vente immobiliers sur l'ensemble de la province et des DOM.

I Numérique

► Rapport Sénat au nom de la Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable sur la proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [France haut débit].

Marta de Cidrac.

Sénat. 21 février 2018. 99 p.

La Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, réunie le mercredi 21 février 2018, a examiné le rapport de Marta de Cidrac sur la proposition de loi n° 83 (2017-2018) tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit. Lors de cette réunion, la Commission a très largement confirmé plusieurs inquiétudes relatives à la poursuite du plan France très haut débit, concernant les risques de duplication des réseaux d'initiative publique par des projets privés, ainsi que le manque de garanties sur la concrétisation pleine et entière des intentions exprimées par les opérateurs privés dans la zone de déploiement qui leur est réservée depuis 2011. Jugeant qu'un projet d'une telle ampleur financière et présentant des enjeux majeurs pour l'avenir de notre pays ne saurait se poursuivre dans de bonnes conditions en restant fondé sur un consensus précaire entre pouvoirs publics et acteurs privés, la Commission a salué les objectifs des auteurs de la proposition de loi, et a souhaité apporter certains ajustements aux solutions proposées, en vue de les renforcer.

I Prévention - Sécurité

► Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR).

Premier ministre. 23 février 2018. 32 p.

Le Premier ministre a présenté le nouveau plan national de prévention de la radicalisation, à l'issue du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR), le 23 février à Lille. Ce plan formule 60 mesures afin de réorienter la politique de prévention suivant 5 axes : prémunir les esprits face à la radicalisation, compléter le maillage détection / prévention, comprendre et anticiper l'évolution de la radicalisation, professionnaliser les acteurs locaux et évaluer les pratiques et enfin adapter le désengagement.

I Santé

► Parcours de santé : quelle réalité sur les territoires ?

Actes des rencontres nationales des ASV et projets territoriaux de santé du 1er juin 2017 à Lyon. Fabrique Territoires Santé. Février 2018. 121 p.

Alors que le parcours de santé s'attache à pallier les ruptures organisationnelles du médico-social, qu'en est-il sur les territoires, tant pour les acteurs de terrain que pour les habitants ? Dans les quartiers où les difficultés sociales amplifient les problèmes de santé, comment prendre en compte les ruptures sociales dans les parcours de santé ? Plus encore, les difficultés médico-sociales des personnes se cumulent sur certains territoires avec des problématiques telles que le difficile accès aux

droits ou aux services publics et le déficit de l'offre de premier recours, pivot du parcours. Comment le territoire peut-il alors mobiliser des ressources pour rendre effectif les parcours de santé des personnes ?

► Les régions veillent à leur santé.

Régions magazine, n° 141. Février 2018. pp. 31-78.

La lutte contre la désertification médicale figure au premier rang de leurs préoccupations, mais les Régions n'ont cessé ces quinze dernières années d'accroître leur champ d'intervention dans d'autres domaines de la santé. Interview de la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, qui revient sur le plan "Renforcer l'accès territorial aux soins" ; interview de Françoise Jeanson, présidente de la Commission santé à Régions de France ; focus sur les initiatives en régions (aide à l'installation des médecins, le point sur les maisons de Santé / maisons médicales avec plusieurs exemples analysés ; le regroupement de praticiens, la télémédecine, ...

I Transition énergétique

► Comment accélérer la transition énergétique ? Avis sur la mise en œuvre de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

Madeleine Charru ; Guillaume Duval.

Conseil économique social et environnemental (Cese). 28 février 2018. 118 p.

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) adoptée en 2015 a concrétisé la volonté de diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre du pays d'ici à 2050. Elle entend accélérer le développement des énergies renouvelables, réaliser des efforts importants en matière d'efficacité énergétique, notamment dans les bâtiments, et promouvoir la sobriété énergétique en incitant ménages et entreprises à modifier leurs comportements. Trois ans après, le Cese dresse un premier bilan de sa mise en œuvre.

I Urbain - Périurbain

► Quelles villes pour demain ? Maîtriser l'étalement urbain et repenser la ville.

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Févr. 2018. Coll. Enjeux. 32 p.

L'étalement urbain a des répercussions sur notre vie et notre environnement : réduction des terres naturelles et agricoles, détérioration de la biodiversité, augmentation des risques d'inondations (car l'eau ne peut plus pénétrer dans des sols imperméabilisés), difficulté à créer de la fraîcheur en ville en période de forte chaleur, dégâts importants lors de catastrophes naturelles plus fréquentes... Aujourd'hui la réglementation encourage une gestion économe de l'espace. Une multitude de stratégies et d'actions sont menées pour rendre nos villes durables et agréables à vivre sans les étendre davantage, tout en contribuant à la lutte contre le changement climatique. Comment freiner l'étalement urbain ? Comment rendre les villes durables, agréables à vivre et accessibles à tous ?

► Faire la ville dense, durable et désirable. Agir sur les formes urbaines pour répondre aux enjeux de l'étalement urbain.

Ademe. Février 2018. Coll. Enjeux. 72 p.

Ce guide s'adresse à l'ensemble des acteurs de l'urbanisme ainsi qu'aux élus des collectivités territoriales. Il vise à montrer les grandes dynamiques à l'œuvre et à proposer des pistes pour poursuivre la transition des territoires vers un modèle de développement soutenable et désirable. Il présente des éléments de réflexion concernant l'étalement urbain et les enjeux induits par ce phénomène, ainsi qu'une approche opérationnelle des questions de densité et de formes urbaines. Il met en lumière certains exemples concrets de mise en œuvre inspirants.

I Villes moyennes

► Villes moyennes, petites villes : déclassées ou mal gérées ?

Tous urbains, n° 21, 2018/1. 68 p.

La mondialisation contemporaine ne se résume pas à une simple mondialisation économique. Elle correspond aussi à une mondialisation urbaine. L'urbanisation contemporaine signifie que les mœurs urbaines se diffusent dans l'ensemble des territoires et affectent tous les paysages. Habiter se décline pour tous, à toutes les échelles et à toutes les vitesses. Le global est partout dans le local, le devenir urbain passe par l'interconnexion matérielle et immatérielle. Il n'y aura de mondialisation urbaine habitable et soutenable que celle qui associe le global et le local. L'esprit de la ville est celui de la cité et de la démocratie. La démocratie politique ne peut pas se soustraire aux exigences de la démocratie sociale et de la démocratie urbaine.

I Focus territoires



► Pauvreté : évolutions sociales du territoire et trajectoires individuelle dans la métropole lilloise [...]

Agence du développement et de l'urbanisme de Lille métropole (Adulm). Février 2018. 82 p.



► Grand Est - Pour un Grenelle des mobilités, ouvrons le débat !

Agence de développement et d'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise (Adeus) ; Région Grand Est. Février 2018. 28 p.



► Regards sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville en Nouvelle - Aquitaine.

G. Bodeau ; B. Casteran-Sacrete ; C. Galinier et al. - Insee ; PQA. *Insee Dossier Nouvelle Aquitaine*, n° 5. Février 2018. 32 p.

I Actualité législative et parlementaire

- **Décret n° 2018-143** du 27 février 2018 relatif aux centres de santé.
- **Arrêté du 14 février 2018** constatant le classement de communes en bassin urbain à dynamiser.
- **Circulaire** (publ. le 7 mars 2018) relative aux exonérations et abattements facultatifs applicables dans certaines zones urbaines en difficulté [QPV / ZFU-TE].
- **Question écrite (Sénat)** relative à l'exonération de la cotisation foncière des entreprises dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Publ. 22 février 2018.
- **Question écrite (Sénat)** relative aux territoires ruraux non éligibles aux bénéfices de la politique de la ville. Publ. 22 février 2018.

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Cellule de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> S'abonner : accès direct à [l'encart d'inscription](#)

>> Nous contacter : [\[email protected\]](#)

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service

communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : [\[email protected\]](#)



© 2017 CGET

[Se désinscrire](#)